



Baisse des APL : les bailleurs sociaux protestent devant le Sénat

Plusieurs centaines de personnes se sont mobilisées hier pour dénoncer la politique logement du gouvernement.



Devant le Sénat (VII^e), hier. Des représentants des bailleurs sociaux de Paris et du Val-de-Marne étaient présents.

VII^e

PAR AMALE AJEBLI

« **MACRON T'ES FOUTU**, les offices sont dans la rue », scandent les manifestants à l'unisson. Alors que le projet de loi de finances est examiné, les bailleurs sociaux sont venus exprimer hier leur mécontentement concernant la baisse de 5 € par mois des APL (aide personnalisée au logement) envisagée par le gouvernement. Ils étaient 600 à s'être réunis devant le Sénat (VII^e), selon Stéphane Dauphin, le directeur général de Paris Habitat présent sur place.

Patricia Campin, responsable syndicaliste FO chez Paris Habitat, dénonce une réforme « extrême-

“
LES RÉNOVATIONS DE LOGEMENTS NE S'EFFECTUERONT PLUS SI LES BUDGETS ATTRIBUÉS BAISSENT”

STÉPHANE DAUPHIN, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE PARIS HABITAT

ment brutale qui va engendrer du chômage, des plans sociaux, des licenciements en masse et qui va mettre en danger les métiers du bâtiment ». Et d'ajouter : « On est là pour combattre l'article 52 de la loi de finances qui consiste à baisser les APL et les loyers. »

« Le gouvernement a décidé de geler le budget de financement accordé à la construction et ça pose un

sérieux problème », déclare Sannoysi Yansané, agent d'exploitation dans le bâtiment.

De son côté, Stéphane Dauphin se dit « profondément inquiet pour la réduction des charges des locataires. Les rénovations de logements ne s'effectueront plus si les budgets attribués baissent. » Selon lui, « Paris Habitat n'a jamais construit autant de logements sociaux ces dernières années. Toute la dynamique de construction va s'écrouler par la mise en application de ce projet de loi », regrette-t-il.

Les bailleurs sociaux espèrent une réponse de la part du gouvernement, ou du moins une concertation collective. Mais ce qui est sûr, c'est qu'ils continueront à maintenir la pression tant que des actions ne seront pas menées.